

Une crise qui énerve...

Articles

Le 29 janvier 2011 |

En janvier, la Belgique a battu un bien curieux record. Elle est devenue le pays qui est resté le plus longtemps sans gouvernement en Europe.

Les Belges ont en effet voté le 13 juin. Mais depuis cette date, les partis élus n'ont pas encore pu se mettre d'accord pour former un gouvernement.



Photo : Belga

Ce dimanche 23 janvier, la Belgique en était à 224 jours sans véritable gouvernement. La Belgique a battu en janvier le record d'Europe que les Pays-bas détenaient depuis 1977 : ce pays était resté 208 jours sans gouvernement. Et seulement un autre pays du monde est resté plus longtemps sans gouvernement : l'Irak a en effet mis 289 jours en 2009 pour former un gouvernement. Si le 30 mars, la Belgique n'a toujours pas de gouvernement, elle pourrait battre ce record du monde. On n'en est pas loin...

Initiatives de citoyens

Face à cette situation exceptionnelle, des citoyens ont réagi. Certains s'inquiètent, d'autres s'amuse ou s'agacent. On a vu apparaître des initiatives de toutes sortes. Ainsi le comédien Benoît Poelvoorde a déclaré en interview qu'il avait cessé de se raser et qu'il ne recommencerait que le jour où la Belgique avait un gouvernement. Presque aussitôt, l'agence bruxelloise Polygone a créé un site <http://www.beardforbelgium.be>.

Sur ce site on peut lire : « *Les politiciens nous barbent ! La crise politique belge, ça vous met de mauvais poil ? Réagissez ! Néerlandophones, germanophones, francophones ou même suédois, soutenez le mouvement comme Benoît en vous laissant pousser la barbe*

jusqu'à ce que la Belgique ait un gouvernement. Postez vos photos poilues pour exprimer votre ras-le-bol. »

Résultat : à son treizième jour, le site Beard for Belgium comptait près de 900 barbes.

Le site camping 16

<http://www.camping16.be/index.php?l=fr>

Sur un autre site, le site camping 16, près de 150 000 personnes campent virtuellement devant le 16, Rue de la Loi à Bruxelles. C'est l'adresse des bureaux du premier ministre et de la salle du conseil des ministres. S'il n'y a pas de nouveau gouvernement, les « campeurs » veulent se faire rembourser. Ils déclarent : *Que faites-vous si vous avez payé pour quelque chose qui ne fonctionne pas, dont vous n'êtes pas content ? Vous exigez d'être remboursé. Femme flamande ou homme wallon, jeune travailleur ou manager expérimenté : nous voulons tous un gouvernement qui fonctionne. Car la politique est une tâche noble, ou devrait l'être. Car un pays a toujours besoin des décisions justes ainsi que de leur bonne exécution. In fine, c'est l'électeur qui donne son consentement à tout cela.*

(...)

Si les politiques ne parviennent pas à former un gouvernement dans les cent jours, alors nous exigerons d'être remboursés. Purement logique. Purement légitime. Pour être bien certains qu'ils ne l'oublient pas, nous le leur rappellerons tout au long de ces 100 jours. Nous ferons le décompte ensemble, sur le trottoir virtuel de la Rue de la Loi, 16.

(...) Montez votre tente virtuelle, occupez la Rue de la Loi 16, et faites savoir aux politiques que vous en voulez pour votre argent. »

Une manif venue du net

Mais l'initiative qui a fait le plus parler d'elle est la manifestation Shame. « Shame » est un mot anglais qui veut dire « honte ». Dimanche 23 janvier, 35 000 personnes ont défilé dans les rues de Bruxelles. Début janvier, cinq étudiants francophones et flamands avaient lancé un appel à manifester, baptisé « Shame » sur le site www.230111.be.

« Nous vivons dans un pays au cœur de l'Europe, dans un monde qui va de l'avant aussi vite qu'il se réchauffe. A une époque où la mondialisation se propage à toute allure, Nos politiciens ne sont plus capables d'ouvrir les yeux, de faire la part des choses ni de ravalier leur orgueil.

De là, Shame, Schaamte, Schande, Honte,

Pourtant il y a de l'espoir !

Car nous avons prouvé aujourd'hui, que cinq jeunes citoyens ont réussi là où les politiciens ont échoué : Se rassembler !

Les manifestants protestaient contre le blocage de la situation politique du pays. Un blocage considéré comme honteux. Cette manifestation a été un succès de foule. Elle se voulait politiquement neutre. Elle a atteint son but, puisque les organisateurs voulaient avant tout rassembler. La manifestation a rassemblé des personnes très différentes, avec d'ailleurs des demandes assez différentes : une Belgique unie, un gouvernement, une solution pour sortir de la crise... Mais que faire aujourd'hui de ces demandes ? Est-il plus facile d'y répondre qu'avant la manifestation ?

Certains citoyens étaient contre cette manifestation. Notamment le collectif *la Belgique de Fiston*. *La Belgique de Fiston* rappelle une vieille formule de 1970 : « la Belgique de Papa ».

En 1970, le gouvernement belge commence des réformes qui aboutiront à une nouvelle

organisation de la Belgique : un Etat fédéral avec des régions et des communautés. A l'époque, le premier ministre belge avait dit : « *la Belgique de papa a vécu.* » Et, en 2011, le collectif la Belgique de Fiston déclare : « *Nous ne considérons pas que les discussions politiques de ces sept derniers mois soient honteuses. Elles rassemblent les partis pour lesquels le peuple s'est exprimé. Ces partis doivent maintenant trouver un accord pour gouverner et réformer le pays. La tension entre les opinions publiques au nord et au sud du pays rend l'exercice compliqué. Le personnel politique n'est, à notre sens, pas en cause : il ne fait que refléter cette tension. Ces discussions n'ont donc rien d'indigne. Elles ont pour but de définir le cadre dans lequel s'organisera demain la redistribution des richesses dans notre pays. Il s'agit du débat politique par excellence. Loin du romantisme belge, ce qui fonde l'unité d'un pays, c'est avant tout une volonté commune de partager des ressources. C'est bien de cela dont discutent actuellement nos mandataires politiques.* »

Et les mandataires politiques ne sont pas les seuls à discuter. Les citoyens aussi, on le voit, donnent leur avis.

Lydia Magnoni